

Al-Qaïda au Maghreb s'attribue une embuscade à Tipasa

Le quotidien électronique *Tout sur l'Algérie* a annoncé, hier, avoir reçu un communiqué d'Al-Qaïda au Maghreb daté du même jour, revendiquant l'embuscade de mercredi dernier contre un convoi militaire à Beni-Milleuk (Tipasa). Hier, jusqu'à 17 heures, il n'y avait nulle trace de ce communiqué sur les sites et forums dont se sert habituellement l'organisation terroriste.

En attendant une confirmation/authentification de ce communiqué qui sera bien le premier à être diffusé autrement que par la voie habituelle, il y a lieu de s'interroger sur la signification de ce procédé. D'autant plus que, logiquement, la présence d'un ou plusieurs groupes terroristes relevant d'Al-Qaïda au Maghreb dans l'extrême ouest de la wilaya de Tipasa devrait être quasiment improbable.

Depuis, au moins l'année 2007, cette zone de la wilaya en question, à partir de la commune de Messelmoune qui est la seule à s'étendre sur toute la largeur du territoire de la wilaya, de la limite avec la wilaya de Aïn-Defla jusqu'au littoral, l'organisation de la Jama'ât houmates daâ'wat sallafiyat (HDS) a montré qu'elle relève de sa «zone d'évolution».

La façon la plus récente de le montrer remonte à la première semaine de l'année en cours quand elle a revendiqué une embuscade contre un convoi militaire dans un communiqué daté du 7 janvier qu'elle a diffusé sur son propre site Internet (un blog, en fait), situant l'attentat dans la région de Hayouna dont elle a précisé qu'elle est située dans la commune de Messelmoun.

A préciser que les journaux de la presse nationale qui avaient fait état de cette information ont parlé de la commune de Beni-Milleuk qui est limitrophe de Messelmoun par son côté ouest.

Cela veut dire que cette embuscade avait eu lieu entre les deux communes, d'où une éventuelle confusion des journaux ou de l'organisation terroriste pour situer avec exactitude la commune où a eu lieu l'attentat. Et déjà, en 2007, la presse nationale avait rapporté que les forces de sécurité avait découvert, le 20 février, placardés sur des panneaux de signalisation dans la région de Oued-El-Mellah, dans la commune de Larhat, à l'ouest de la wilaya de Tipasa, un communiqué de l'«émir» Abou Djaâfar Mohamed Es-Salaf démentant que son organisation avait intégré le GSPC.

A titre de rappel, ce même GSPC avait annoncé, un mois auparavant, avoir changé de nom pour devenir l'«Organisation Al-Qaïda au Maghreb islamique». Ce communiqué était une façon pour les HDS de désapprouver cette filialisation du GSPC à Al-Qaïda.

Cette désapprobation sera au cours des mois suivant explicitement étalée sur le site Internet de l'organisation, à travers une dénonciation en règle, arguments politiques et religieux à l'appui, du recours du GSPC aux attentats suicides et à l'explosif en milieu urbain où des civils sont touchés.

Autant d'arguments qui d'eux-mêmes sont très parlants pour dire que la zone de Beni-Milleuk qui est à la fois limitrophes de l'ouest de Messelmoun et Larhat et de la wilaya de Chlef ne peut que relever de la «zone d'évolution» des HDS.

A moins que cette organisation ait fini par accepter de laisser sévir Al-Qaïda au Maghreb dans une même zone où elle est elle-même implantée depuis des années, ce qui n'est que très peu probable, il ne serait pas étonnant de voir les HDS revendiquer eux aussi l'embuscade de mercredi dernier.

Cela est déjà arrivé en automne dernier quand les deux organisations ont revendiqué une même attaque contre un barrage de la gendarmerie à Boumedfaâ. Les HDS se le sont attribués dans un communiqué diffusé sur leur site Internet et daté du 26 septembre 2008, de même que l'ex-GSPC dans ses espaces habituels sur le web, quatre jours plus tard. Et il est difficile de savoir qui des deux en est véritablement l'auteur.

Toujours est-il que quel que soit l'auteur de cette embuscade de mercredi dernier, il reste que la wilaya de Tipasa, notamment sa partie ouest, est devenue un enjeu pour les deux organisations criminelles.

La première en y étant déjà implantée depuis la deuxième moitié des années 1990 et la deuxième en essayant d'y prendre pied.

Mohamed Issami

KABYLIE : KIDNAPPINGS ET COLÈRE Tizi-Ouzou : silence, on... kidnappe !

Le phénomène des rapt est-il en voie d'être banalisé ? C'est du moins ce que pense la vox populi. Scandaleux ! L'action de protestation menée par les commerçants des Ouacifs suite à une tentative d'enlèvement d'un des leurs laisse penser que les citoyens ne comptent plus sur les pouvoirs publics pour les protéger.

On croit savoir que plusieurs commerçants, industriels et entrepreneurs ont entamé des démarches pour avoir des armes, tandis que d'autres pensent à plier bagages et à désertir la wilaya de Tizi-Ouzou.

Selon une source très au fait de ces affaires, le nombre de cas de kidnappings s'élèverait à 35 en 40 mois seulement.

Les enlèvements par des groupes terroristes surviennent le plus souvent dans la région sud de la wilaya de Tizi-Ouzou, particulièrement dans l'axe Maâtkas, Aïn-Zaouia, Boghni.

Les terroristes de la Branche d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Baqim) sont secondés par des groupes de malfaiteurs en tous genres, indicateurs,

complices, lesquels profitent du climat d'insécurité qui prévaut en Kabylie.

35 kidnappings en 40 mois est un chiffre qui fait particulièrement peur aux familles aisées, eu égard aux conséquences désastreuses générées par ces actes.

De fortes rançons ont été payées et qui vont de quelques centaines de millions de centimes à des... milliards. On pense que les statistiques officielles ne seraient pas crédibles car plusieurs familles observent un silence radio par peur de représailles de la part des malfaiteurs et pour les besoins aussi de la sécurité des victimes.

Le phénomène du kidnapping prend une tournure dangereuse dans la région et touche particulièrement

les commerçant et les industriels.

La première opération du genre de ces groupes a eu lieu dans la nuit du 31 décembre 2005, dans la région de Tizirt, où un groupe armé avait fait irruption dans un bar, avant d'enlever le propriétaire. Sa famille a été sommée de payer une rançon de un milliard de centimes.

Autre acte du genre, celui du gardien de prison qui a été retrouvé tué d'une façon barbare. Cet acte n'était que le début de série d'enlèvements. En 2006, 15 cas de kidnapping ont été recensés contre 8 cas en 2007. Ce phénomène frappe actuellement de plein fouet la wilaya de Tizi-Ouzou.

Dans cette Kabylie meurtrie par l'insécurité qui ne compte pourtant pas de «riches hommes d'affaires» comparativement à d'autres grandes villes du pays, on s'en prend aux modestes commerçants et aux entrepreneurs.

Sur la trentaine de per-

sonnes enlevées, la majorité a été libérée en contrepartie de paiement d'une rançon. Il arrive que les ravisseurs tombent sur des «homonymes» ou des citoyens démunis qu'ils finissent par relâcher.

S'appuyant sur d'autres éléments, il est à indiquer que les enlèvements perpétrés en Kabylie ces trois dernières années ne sont pas tous à imputer aux groupes terroristes, bien qu'ils soient les principaux auteurs de ces actes.

En effet, des gangs organisés accomplissent des forfaits du genre, sous couvert du terrorisme islamiste.

C'est dire enfin que le laxisme des autorités compétentes face à ce phénomène demeure inquiétant surtout quand on sait que les services de sécurité ne s'immiscent guère dans les tractations pour la libération des otages, alors que dans d'autres pays, ce sont ces mêmes services qui interviennent.

Amayas Idir

GROGNE À MAKOUDA

Des citoyens ferment la daïra, l'APC, l'antenne commerciale de l'ADE et l'accès à la RN 72

Des centaines de citoyens de Makouda, à 20 km au nord de Tizi-Ouzou, ont fermé depuis hier l'accès à la RN 72, sur le tronçon traversant leur localité, incendiant des pneus et criant leur colère.

En plus de cette action, qui oblige les automobilistes à faire un détour par Attouche ou Boudjima pour se rendre à Tizirt, ces protestataires ont fermé les sièges de l'APC, de la daïra et de l'antenne commerciale de l'ADE (ex-EPETO).

Ces citoyens «rebelles» réclament depuis des jours une répartition équitable de l'eau potable. Pour certains d'entre eux, que nous avons rencontrés au début de la semaine écoulée,

alors qu'ils venaient de fermer, deux jours de suite, l'antenne commerciale de l'ADE, puisque l'agence de distribution se trouve à Tizirt, 20 kilomètres plus au nord, «l'eau n'a pas coulé de leurs robinets depuis presque un mois».

Certes, le responsable de l'agence de distribution de Tizirt s'est déplacé sur les lieux et a promis de régler le problème. Mais ces citoyens, après une semaine d'attente, sont revenus à la charge avec une action plus musclée. «L'eau avant tout», lisait-on sur une banderole brandie par les manifestants représentant le centre de Makouda et les villages limitrophes tels que Izaïchène, Tinkachine et Stîta. De toute façon, si les citoyens de Makouda se sont rebellés et demandent à pouvoir éteindre leur soif en ces

journées caniculaires, cela ne veut pas dire que les autres communes et daïras de la région sont mieux loties. A Tizirt ou à Boudjima, la situation est similaire.

Dans la ville côtière de Tizirt, à l'exemple, si le centre-ville est effectivement alimenté en eau potable, généralement un jour sur deux, la périphérie, par contre, souffre le martyre. Les quartiers Tassalast ou encore la cité Zaghdoud ne reçoivent le précieux liquide qu'une fois tous les 15 jours voire plus.

Pourtant, la mise en service de la station de dessalement d'eau de mer de Tizirt, destinée à alimenter la cité balnéaire, aurait dû profiter également aux ruraux. Mais il n'en est rien.

K. Bougdal

BÉJAÏA

La RN 12 bloquée à Mellala

Des citoyens de Mellala (Oued Ghir), une agglomération située à cinq kilomètres de la ville de Béjaïa, ont, très tôt dans la matinée d'hier, bloqué la RN 12, à hauteur de leur village, engendrant une très forte perturbation du trafic routier, a-t-on constaté sur place.

Ils entendent à travers cette action de rue musclée protester contre la crise de l'eau potable qui affecte leur village depuis plusieurs jours et réclamer par la même occasion la réfection des routes desservant leur

localité.

«Nos robinets sont à sec depuis plusieurs jours, et contrairement aux déclarations des autorités, le village Mellala et les cités environnantes ne sont pas alimentés en eau à l'aide de

citernes», fulmine un citoyen. «Si nous avons procédé de la sorte, c'est parce que nous n'avons pas d'autres moyens pour nous faire entendre.

Nous avons alerté les autorités depuis plus de quinze jours mais nos différentes requêtes sont restées lettre morte», explique un autre manifestant.

Il est à signaler que cet

important tronçon routier reliant la vallée de la Soummam au chef-lieu de la wilaya de Béjaïa était encore fermé à la circulation automobile en début de l'après-midi d'hier. Des automobilistes étaient contraints d'emprunter la RN 75 traversant la ville d'Amizour pour regagner le chef-lieu de wilaya.

A. K.

